

Département du Cher



**COMMUNAUTE DE COMMUNES
SAULDRE ET SOLOGNE**

**REHABILITATION THERMIQUE DE LA PISCINE DES ETANGS
A AUBIGNY SUR NERE**

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**MAITRE D'OUVRAGE
COMMUNAUTE DE COMMUNES SAULDRE ET SOLOGNE**



**EQUIPE DE MAITRISE D'OEUVRE
PHOSPHORIS D&A Architectes
BUREAU D'ETUDE FLUIDES Alain GARNIER**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - DOMICILE DU TITULAIRE - LIEU D'EXECUTION	5
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN PHASES	5
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE.....	5
1.4 - CONTRÔLE TECHNIQUE	6
1.5 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	6
1.6 - ÉTUDES D'EXECUTION.....	6
1.7 - UNITÉ MONÉTAIRE.....	6
1.8 - FORME ET ADRESSE DES NOTIFICATIONS	7
1.9 - EMPLOI DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	7
1.10 - OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES ET DOCUMENTS QU'IL ÉTABLIT, LA CONFIDENTIALITÉ ET LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	7
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3 - TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX SOUTERRAINS, AÉRIENS OU SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION	10
3.1 - AUTORISATIONS D'INTERVENTION À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX (AIPR)	10
3.2 - DÉCLARATION D'INTENTION DE COMMENCER LES TRAVAUX (DICT).....	10
3.3 - INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES, TECHNIQUES DOUCES DE TRAVAUX ET OPÉRATIONS DE LOCALISATION .	11
3.4 - AJOURNEMENT DE TRAVAUX.....	13
3.5 - ARRÊT DE TRAVAUX	14
3.6 - CONSTAT AMIABLE DE DOMMAGE.....	15
ARTICLE 4 - RECOURS À D'AUTRES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES - SOUS-TRAITANCE	15
4.1 - PRESTATIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE SOUS-TRAITÉES.....	15
4.2 - DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS.....	15
ARTICLE 5 - PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES – FACTURATION	16
5.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	16
5.2 - MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	16
5.3 - FORME DES PRIX.....	16
5.4 - DECOMPOSITION OU SOUS-DETAILS DE PRIX	17
5.5 - MODALITÉS DE RÉGLEMENT DES COMPTES DU MARCHÉ.....	17
5.6 - VARIATION DE PRIX.....	17
5.7 - FACTURATION	18
5.8 - PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRAITANTS – AUTO LIQUIDATION DE LA TVA DES TRAVAUX SOUS-TRAITÉS - DÉLAIS DE PAIEMENT.....	18
5.9 - DÉLAI DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES	20
ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	20
6.1 - RETENUE DE GARANTIE	20
6.2 - AVANCE.....	21
ARTICLE 7 - DÉLAI D'EXECUTION – PENALITÉS ET PRIMES	22
7.1 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXECUTION HORS INTÉMPÉRIES	22
7.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXECUTION POUR INTÉMPÉRIES	22
7.3 - PENALITÉ POUR RETARD DANS L'EXECUTION	23
7.4 - RETENUE POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION	23
7.5 - RETARDS DANS LA LEVÉE DES RÉSERVES ÉMISES LORS DU CONSTAT D'ACHEVEMENT DE CONSTRUCTION ET/OU DE LA RÉCEPTION DES TRAVAUX	23
7.6 - PENALITÉS POUR CARENCE DANS LA GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER.....	23
7.7 - PENALITÉS POUR CARENCE DANS L'OBLIGATION D'AFFICHAGE DES INFORMATIONS CONCERNANT LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	23
7.8 - CARENCE DANS LES OBLIGATIONS CONCERNANT LA LUTTE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	23
7.9 - CARENCE DANS LA COMMUNICATION DES AUTORISATIONS D'INTERVENTION À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX (AIPR)	24

ARTICLE 8 - MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION SOCIALES	24
8.1 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	24
ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	28
9.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	28
9.2 - EQUIVALENCE DES NORMES ET MARQUES DE CERTIFICATION	28
9.3 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	29
ARTICLE 10 - PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	30
ARTICLE 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	30
11.1 - PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	30
11.2 - DOCUMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES OUVRAGES	31
11.3 - VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DE CHANTIER (VRD)	31
11.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE.....	31
11.5 - TRAVAUX NON PREVUS.....	32
11.6 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	33
11.7 - RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE BON ASPECT ET LA PROPRETE DES TRAVAUX EN SITE URBAIN	33
ARTICLE 12 - RESPECT DES OBLIGATIONS LIEES A LA REGLEMENTATION DU CODE DU TRAVAIL.....	33
12.1 - LUTTE CONTRE LES FRAUDES AU DETACHEMENT DE TRAVAILLEURS	33
12.2 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL ET LA SOUS-TRAITANCE OCCULTE	34
12.3 - OBLIGATION DU TITULAIRE EN TERMES D'HEBERGEMENT DE SES SALARIES.....	35
12.4 - JUSTIFICATIFS FISCAUX ET SOCIAUX A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	35
ARTICLE 13 - CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX	36
13.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	36
13.2 - RECEPTION	36
13.3 - DELAI DE GARANTIE	36
13.4 - GARANTIES PARTICULIERES	36
13.5 - ASSURANCES.....	36
13.6 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	37
ARTICLE 14 - REEXAMEN DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	37
14.1 - REMPLACEMENT DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	37
14.2 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES DEVENUES NECESSAIRES A LA REALISATION DE L'OBJET DU MARCHÉ SUITE A LA DECOUVERTE DE RESEAUX NON IDENTIFIES	38
ARTICLE 15 - RESILIATION	38
ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	39
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	39
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES TRAVAUX	39

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - OBJET DU MARCHÉ - DOMICILE DU TITULAIRE - LIEU D'EXECUTION

Les prestations sont alloties comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Installation de chantier, gros œuvre, démolition, cloisons, doublages, menuiseries bois, carrelage, peinture
2	Charpente, couverture, bardage
3	Menuiseries extérieures
4	CET fluides électricité

Chacun des lots fait l'objet d'un marché distinct.

La description des ouvrages propres à chaque lot et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution : Aubigny-sur-Nère

Conformément à l'article 3.1 du CCAG travaux, et sauf indication contraire émanant du titulaire, ce dernier est réputé faire élection de domicile à l'adresse mentionnée dans l'article « contractant » de l'acte d'engagement où, à défaut, à son siège social.

Réalisation de prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché, dans les 3 ans qui suivent la notification du présent marché, pour la réalisation de prestations similaires exécutées par le titulaire en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront identiques à celles du présent marché.

1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN PHASES

Les prestations ne font pas l'objet d'une décomposition en tranches optionnelles au sens des articles R.2113-4 et R. 2113-5 du code de la commande publique.

Les prestations ne sont pas décomposées en phases techniques

1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre des travaux est confiée à un maître d'œuvre privé dans les conditions définies par le Livre IV de la Deuxième partie du code de la commande publique tant pour la partie législative que pour la partie réglementaire.

Le maître d'œuvre désigné est le cabinet PHOSPHORIS D&A dont les coordonnées sont précisées en page de garde du présent document.

La mission confiée par le Maître d'ouvrage au maître d'œuvre pour l'ensemble des lots est composée des éléments suivants :

- AVP : études d'avant-projet,
- PRO : études de projet,
- ACT : assistance à la passation des contrats de travaux,
- VISA : visa des études d'exécution,
- DET : direction de l'exécution des travaux,
- AOR : assistance aux opérations de réception.

Pour chaque élément de mission, le contenu des prestations correspondantes est précisé par référence aux articles R. 2431-24 à R. 2431-31 du code de la commande publique.

1.4 - CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par :

APAVE
11 rue Macdonald
18000 BOURGES

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives à :

Pour l'ensemble des lots :

- Mission LP : Solidité ouvrages et éléments d'équipement indissociables ou non
- Mission LE relative à la solidité des existants
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- Mission Hand-ERP : accessibilité des établissements recevant du public
- Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission F relative au fonctionnement des installations
- Mission GTB relative à la Gestion Technique des Bâtiments

1.5 - HYGIENE ET SECURITE

Les dispositions prévues aux articles R 4532-1 à R 4532-98 du code du travail telles qu'elles résultent du décret n°94 1159 du 26/12/1994 modifié sont applicables.

La mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau 2 est assurée par :

A3 COORDINATIONS
Parc COMITEC. 1-3 rue Ampère
18000 Bourges

Le titulaire est tenu de respecter les stipulations prévues à cet effet à l'article 11.4 -« Sécurité et protection de la santé ».

1.6 - ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution sont réalisées en totalité, pour chaque lot, par son titulaire.

1.7 - UNITE MONETAIRE

La monnaie de compte du marché est l'euro. Toutes les demandes de paiement du titulaire ainsi que toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants doivent être établies dans cette même monnaie de compte : l'euro.
Le prix libellé dans le marché reste inchangé en cas de variation de change.

1.8 - FORME ET ADRESSE DES NOTIFICATIONS

La notification au titulaire des décisions et informations du Maître d'Ouvrage faisant courir des délais est faite :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- soit par courriel : dans ce cas le titulaire devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

La date de l'accusé de réception, ou le cas échéant la date à laquelle le titulaire est réputé avoir reçu la notification, constitue le fait qui sert de point de départ aux délais qui courent dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-travaux.

NB : Si la plateforme retenue pour les échanges électronique permet la LRAR électronique, l'accusé de réception généré par la plateforme dispense le titulaire de l'envoi d'un courriel valant accusé de réception.

Par réciprocité, la notification au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel dans les mêmes conditions.

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement d'une adresse particulière du titulaire pour l'exécution du marché, les notifications seront faites à son siège social.

1.9 - EMPLOI DE LA LANGUE FRANÇAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

1.10 - OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNEES ET DOCUMENTS QU'IL ETABLIT, LA CONFIDENTIALITE ET LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

1.10.1 - OBLIGATIONS CONCERNANT LES DONNEES ET DOCUMENTS QU'IL ETABLIT

Toutes les données et tous les documents établis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché sont des documents à caractère administratif communicables et sont propriété du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire doit donc les lui remettre sur demande.

1.10.2 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'oblige à respecter les obligations de confidentialité définies à l'article 5 du CCAG-travaux.

A ce titre il s'engage à la plus grande discrétion concernant les documents qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

La méconnaissance de cette obligation pourra entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire sans mise en demeure préalable.

1.10.3 - OBLIGATIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Titulaire doit se conformer aux exigences découlant du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016 concernant la protection des données personnelles.

Pour l'application de ce règlement le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données à caractère personnel et le sous-traite au Titulaire.

A ce titre le Titulaire doit prendre toute précaution utile afin de limiter l'utilisation des données personnelles ou sensibles auxquelles il peut avoir accès et à garantir une sécurité appropriée à ces données.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter et à prendre toute disposition utile pour faire respecter par son personnel et plus généralement par toute personne intervenant pour son compte, les obligations suivantes :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché,
- limiter l'utilisation des documents et informations traités aux besoins strictement nécessaires à l'exécution du marché,
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes,
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers en cours d'exécution,
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités en cours d'exécution du marché et alerter le Maître d'ouvrage de toute violation de données à caractères personnel dans un délai maximum de 24 h après en avoir pris connaissance, par tout moyen approprié. Cette notification est accompagnée de toute la documentation utile pour permettre au maître d'ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- établir et fournir sans délai à la demande du Maître d'ouvrage les éléments de preuve de conformité au règlement européen,
- procéder en fin de marché (au terme de la garantie de parfait achèvement), à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations après en avoir averti le Maître d'ouvrage.

En outre un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Maître d'ouvrage devra être établi par le Titulaire et chacun des intervenants pour son compte employant chacun plus de 250 salariés. Ce registre doit être communiqué sans délai sur demande du Maître d'ouvrage.

Nonobstant les poursuites pénales sur le fondement des articles 226-17 et 226-22 du code pénal, la méconnaissance de ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

Cette disposition, consécutive à l'ordre de priorité des pièces du marché est d'application générale sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée, suite par exemple à une erreur de frappe ou d'impression et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît la plus logique sera alors appliquée même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

En outre, les mesures arrêtées par le coordonnateur sécurité pour prévenir les risques en matière de sécurité des personnes liées à la co-activité prévalent sur les dispositions contraires figurant au CCTP.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, en cas de contradiction entre leurs stipulations elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Pièces particulières :
 - L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles,
 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles »
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles,
 - La décomposition du prix global et forfaitaire
 - Les pièces graphiques
 - Le Mémoire technique de l'entreprise
- Pièces générales :
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 08/09/2009 modifié,
 - Les fascicules du Cahier des Clauses techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux,

NB : Les quantités figurant éventuellement dans la Décomposition du prix global et forfaitaire n'ont qu'une valeur indicative.

A l'exception des normes qui sont applicables dans les conditions définies à l'article 23.1 du CCAG-travaux, les autres documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tels que ce mois est défini à l'article « Mois d'établissement des prix du marché ».

NB : En cas de modification de l'une de ces pièces de référence générale entre le mois d'établissement des prix et le mois d'exécution des prestations, le titulaire en informe par écrit et dans les plus brefs délais le Maître d'ouvrage en lui précisant, le cas échéant, les incidences de ces modifications sur les conditions d'exécution du marché.

Au vu des informations fournies par le titulaire, le Maître d'ouvrage décide d'appliquer ou non les nouvelles pièces. Sa décision est alors notifiée au Titulaire

ARTICLE 3 - TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX SOUTERRAINS, AERIENS OU SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION

Travaux soumis à la réglementation issue du décret 2011-1241 du 05/10/2011

Les travaux étant soumis aux dispositions des articles L 554-1 et suivants et R 554-1 à R 554-38 du code de l'environnement, de l'arrêté du 15/02/2012 modifié et aux dispositions complémentaires issues du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux issu de l'arrêté du 27/12/2016 et de la norme NF S 70-003 PARTIES 2 et 3 concernant la sécurité des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, les obligations suivantes s'imposent au titulaire.

3.1 - AUTORISATIONS D'INTERVENTION A PROXIMITE DES RESEAUX (AIPR)

Le Titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une autorisation AIPR « opérateur ». Il doit à la demande du Maître d'ouvrage, lui communiquer ces autorisations AIPR.

Ces autorisations sont communiquées au Maître d'ouvrage dans le délai défini à l'article 11.1 - ci-dessous.

3.2 - DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCER LES TRAVAUX (DICT)

Sous réserve des exceptions mentionnées à l'article R 554-25 du code de l'environnement et sauf cas d'urgence visée à l'article R 554-32, le titulaire, après avoir consulté le guichet unique, effectue une DICT auprès de chacun des exploitants des réseaux concernés dans les 10 jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation et la renouvelle dans les cas visés à l'article R 554-33 du code de l'environnement. La DICT doit être établie à partir du formulaire unique DT DICT (formulaire Cerfa n°14434*02).

Les travaux ne pourront pas être entrepris avant l'obtention de tous les récépissés de déclaration relatifs à des ouvrages en service sensible pour la sécurité.

La déclaration de projet de travaux (DT) et la DICT pourront être effectuées conjointement par le maître d'ouvrage et le titulaire en application des dispositions de l'article R 554-25-IV du code de l'environnement, si les travaux doivent être engagés rapidement et que leur emprise géographique et leur durée sont très limitées.

Le titulaire doit vérifier les écarts entre les récépissés de DICT et de DT et des résultats des opérations de localisation ou investigations complémentaires annexées le cas échéant au DCE. L'apparition en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Le préjudice pouvant résulter de ce décalage n'est pas à la charge du Titulaire.

Après analyse et évaluation par les parties des écarts sur le projet et leurs conséquences contractuelles techniques et financières, le maître d'œuvre informera le titulaire avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Le maître d'ouvrage prendra en compte ces éléments pour le marquage piquetage.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, récépissés et plans des exploitants imprimés au bon format et en assurer la communication aux organismes de contrôle (DREAL, Inspection du travail, exploitants des réseaux)

3.3 - INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES, TECHNIQUES DOUCES DE TRAVAUX ET OPERATIONS DE LOCALISATION

Sauf cas particulier d'opérations unitaires d'emprise géographique très limitée et de durée limitée, ou de cas d'exemption d'investigations complémentaires visés à l'article R 554-23 III du code de l'environnement (ouvrages souterrains non sensibles pour la sécurité ou situés en dehors des unités urbaines et pour lesquels l'incertitude de localisation ne dépasse pas 1,5 m) le titulaire doit réaliser pendant la période de préparation des investigations complémentaires dans les cas suivants :

- lorsque les travaux de terrassement se situent à proximité d'ouvrages souterrains de transport ou de distribution dont l'incertitude de localisation en coordonnées planimétriques est $>$ à 1,5 m,
- A la demande des exploitants concernés, en cas de travaux de terrassement situés en unité urbaine à proximité d'ouvrages souterrains de transport ou de distribution sensibles pour la sécurité, lorsque les plans fournis en réponse à la DT ne permettent pas d'atteindre une précision cartographique des ouvrages en service de classe A au sens de l'arrêté du 15 février 2012 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

Au cas particulier d'opérations unitaires d'emprise très limitée et de durée limitée et pour tous les autres cas d'exemption d'investigations complémentaires visés ci-dessus, le titulaire doit mettre en œuvre les techniques douces de travaux définies à l'article 3.3.2 - ci-dessous. La réalisation d'opérations de localisation de réseaux par le titulaire, à l'initiative du Maître d'ouvrage, peut constituer une alternative ou un complément à la mise en œuvre de ces techniques douces afin d'éviter l'application de ces techniques à des zones trop étendues.

Toutefois les opérations de localisation ne peuvent constituer une alternative aux techniques douces de travaux que dans les zones extérieures au fuseau des ouvrages en classe A. Ainsi dès lors qu'un opérateur d'engin entre dans la zone des \pm 40 cm d'un réseau rangé en classe A grâce à des opérations de localisation, il doit nécessairement employer des techniques douces de travaux.

Le titulaire doit solliciter le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre en vue de procéder à toute opération de localisation qu'il juge nécessaire sur le terrain, pour déterminer précisément la localisation des ouvrages enterrés dans la zone de terrassement.

3.3.1 - MODALITES DE REALISATION DES INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES ET DES OPERATIONS DE LOCALISATION

Les investigations complémentaires et les opérations complémentaires de localisation permettent de procéder à des mesures de géolocalisation des ouvrages enterrés avec fouilles ou sans fouilles.

Elles doivent être effectuées dans le respect des dispositions réglementaires requises pour intervenir sous voie publique ou privée (arrêtés de voirie...) ou à proximité d'ouvrages particuliers et des dispositions réglementaires concernant la sécurité routière et la sécurité du chantier.

La géolocalisation sans fouilles est réalisée dans les conditions définies par la norme NF S 70-003 Partie 2- Techniques de détection.

La géolocalisation avec fouilles est précédée d'une DICT. A l'approche du fuseau contenant l'ouvrage à localiser, des techniques d'approches adaptées doivent être utilisées.

Quel que soit le mode de mesure utilisé, le nombre, le lieu des relevés et la technologie employée doivent permettre de garantir a minima la localisation du tronçon concerné dans la classe de précision A.

Suite à l'analyse des éléments dont il dispose (réponses aux DT; résultats des investigations complémentaires ou des opérations de localisation réalisées en phase projet ; réponses aux DICT) et d'une étude sur site, le titulaire propose au maître d'ouvrage les mesures de géolocalisation qui permettent d'atteindre au mieux cet objectif.

Le titulaire réalise ou fait réaliser les plans des réseaux localisés et restitue les informations relatives à la localisation et aux caractéristiques des ouvrages enterrés dans les conditions visées aux articles 6.8 et 6.11 de la norme NF S 70-003-2 (REF). Tous les points référencés directement ou indirectement doivent être cotés.

Les résultats de ces prestations doivent être géo-référencés selon les modalités définies par la norme NF S 70-003-03-partie 3 géo référencement. Les points géo référencés sont exprimés en x, y et z dans le système de référence légal en vigueur.

Le titulaire intègre les éléments des réseaux localisés pour l'établissement des plans d'exécution des ouvrages dont il a la charge au titre de l'exécution du présent marché, et il communique au Maître d'ouvrage les éléments des réseaux localisés correspondant aux ouvrages pour lesquels il n'a pas la charge d'établir les plans d'exécution.

Dans le cas où les ouvrages localisés remettent en cause les ouvrages objets du présent marché, le titulaire en informe le Maître d'ouvrage et propose des mesures techniques permettant de prendre en compte ces ouvrages. Cette situation génère un point d'arrêt.

Ces prestations sont rémunérées par référence aux prix forfaitaires (pour les mesures de détection selon des techniques sans fouille) et par référence aux prix unitaires (pour les méthodes de localisation selon des techniques avec fouille) dont le détail est mentionné dans le Bordereau des Prix visés à l'article 2 -ci-dessus.

Ces prix sont réputés comprendre l'ensemble des démarches préalables (DICT, arrêtés de voiries...), le respect des dispositions réglementaires concernant notamment la signalisation et la sécurité du chantier, l'analyse des éléments fournis par le maître d'ouvrage, l'analyse des récépissés de DICT, la réalisation d'une étude sur site dans les conditions visées à l'article 6.4 de la norme NF S 70-003-2, l'établissement des plans cotés des réseaux localisés et l'intégration des éléments des réseaux localisés dans les plans d'exécution des ouvrages.

Certaines prestations nécessaires aux investigations complémentaires et aux opérations de localisation des réseaux seront à renouveler pour la réalisation des travaux proprement dits :

DICT, autorisations administratives, dispositions en matière de signalisation et de sécurité du chantier ; installations de chantier...

3.3.2 - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE TECHNIQUES DOUCES DE TRAVAUX

Pour chaque réseau identifié en classe B ou C, le titulaire doit mettre en œuvre dans une bande de 3 mètres centrée sur le tracé théorique dudit réseau, les précautions particulières définies par le guide des prescriptions techniques visé à l'article 2 ci-dessus.

La mise en œuvre des précautions particulières nécessaires pour les réseaux identifiés en classe B ou C donne lieu à une rémunération spécifique en application des prix définis dans la pièce contractuelle « bordereau des prix »

Pour chaque réseau identifié en classe A, dès lors qu'un opérateur d'engin entre dans la zone des +/- 40 cm du réseau, le titulaire doit veiller à l'application des précautions particulières définies par le guide des prescriptions techniques précité

La mise en œuvre des précautions techniques nécessaires pour les réseaux identifiés en classe A ne donne pas lieu à une rémunération spécifique. Leur cout est réputé compris dans le prix du marché.

Dans tous les cas, le titulaire doit assurer une information suffisante de ses salariés et de ses sous-traitants sur les précautions particulières à prendre et adapter les techniques de travaux appliquées à proximité des réseaux de transport et de distribution.

Il délivre les autorisations d'intervenir à proximité des réseaux aux conducteurs de travaux et d'engins concernés par les travaux.

3.4 - AJOURNEMENT DE TRAVAUX

L'absence de réponse d'un exploitant à une DICT relative à des ouvrages en service sensibles pour la sécurité au sens de l'article R 554-21 du code de l'environnement ou déclarés sensibles par les exploitants au niveau du guichet unique, entrainera un ajournement des travaux jusqu'à l'obtention de tous les récépissés de déclaration relatifs à ces ouvrages.

L'absence de réponse d'un exploitant à une DICT relative à des ouvrages qui ne sont pas sensibles pour la sécurité n'entrainera pas d'ajournement des travaux. Le titulaire pourra poursuivre les travaux préparatoires dès lors que 2 jours se seront écoulés après sa relance auprès des exploitants concernés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable d'un retard dans l'engagement des travaux du fait de l'absence de réponse d'un ou plusieurs exploitants de réseaux à une relance à une DICT concernant des ouvrages sensibles pour la sécurité, dès lors que les conditions suivantes auront été satisfaites cumulativement :

- La relance concerne une DICT qui a été adressée dans les délais requis au titre du projet en respectant les conditions prévues à l'article R 554-25 du code de l'environnement,
- La relance à la DICT est envoyée aux exploitants concernés par lettre recommandée avec accusé de réception dès la constatation d'absence de réponse des exploitants (absence de réponse dans le délai de 7 jours (9 jours lorsque la DICT est adressée sous forme non dématérialisée), à compter de l'envoi de la DICT,
- Le Maître d'ouvrage a été averti par le titulaire de l'absence de réponse de l'exploitant et du retard prévisible en résultant pour le commencement des travaux.

Le respect de ces conditions ouvre droit au titulaire en cas de retard constaté dans l'engagement des travaux au versement d'une indemnité pour compenser le préjudice subi du fait de ce retard.

Une demande d'indemnisation devra être adressée par le titulaire au Maître d'ouvrage. Elle devra être établie en priorité par application des prix figurant dans « le Bordereau des prix » visé à l'article 2 ou d'autres prix figurant dans d'autres documents à caractère contractuel (mémoire technique ou justificatif ...)

Elle devra être accompagnée de tous les justificatifs attestant la réalité de son préjudice.

Le montant de l'indemnité sera arrêté par le Maître d'ouvrage sur la base des demandes formulées par l'Entrepreneur.

3.5 - ARRET DE TRAVAUX

En complément des dispositions de l'article 49 du CCAG-travaux, le titulaire devra sursoir à l'exécution des travaux en cours de chantier dans les situations suivantes :

- Découverte ou endommagement accidentel d'ouvrages non identifiés avant les travaux, y compris les branchements non localisés et non dotés d'affleurant visible depuis le domaine public, lorsque ces ouvrages sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité,
- Différence notable de localisation des ouvrages en sous-sol par rapport aux indications fournies à l'Entrepreneur par les exploitants de réseaux, conduisant à une incertitude de localisation supérieure à 1,5 m ou à un écart supérieur à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ceux-ci et entraînant un risque d'endommagement de réseaux sensibles représentant un danger pour les personnes.

En présence d'une telle situation, le titulaire sursoit à l'exécution des travaux adjacents aux ouvrages concernés. Il en informe le Maître d'ouvrage par tout moyen, dans les 24 h (jour ouvré), en apportant la justification que la tâche arrêtée figure bien sur le chemin critique et que le personnel a réellement été arrêté, sans possibilité de travailler sur d'autres tâches. Il lui précise également les conséquences immédiatement perceptibles de l'arrêt de travaux sur le déroulement du chantier et les impacts sur le personnel, les engins et autres moyens mobilisés pour le chantier.

Si le maître d'ouvrage estime la suspension de travaux injustifiée, il en informe le titulaire par tout moyen dans les 24 h (jour ouvré) à compter de la prise de connaissance de la suspension des travaux.

Si le Maître d'ouvrage estime la suspension des travaux justifiée, il transmet au titulaire un ordre écrit signifiant l'arrêt des travaux, sa date de prise d'effet et éventuellement sa durée. Un constat contradictoire est alors établi selon le formulaire prévu à cet effet (document CERFA n°14767*01) avant la reprise des travaux.

La reprise des travaux intervient sur décision du Maître d'ouvrage, après communication au titulaire des précautions à respecter.

Pendant toute la durée de l'arrêt des travaux, le chantier est maintenu en sécurité par le titulaire.

L'ordre écrit signifiant l'arrêt des travaux ouvre droit au versement d'une indemnité au titulaire pour compenser le préjudice subi du fait de cet arrêt et des précautions à respecter.

La durée de l'arrêt de travaux prise en compte pour l'évaluation de l'indemnité est calculée depuis la date d'effet mentionnée dans l'ordre d'arrêt jusqu'à la décision de reprise des travaux du Maître d'ouvrage.

Une demande d'indemnisation devra être adressée par le titulaire au Maître d'ouvrage. Elle devra être établie en priorité par application des prix figurant dans « le Bordereau des prix » visé à l'article 2 ou d'autres prix figurant dans d'autres documents à caractère contractuel (mémoire technique ou justificatif...)

Elle devra être accompagnée de tous les justificatifs attestant la réalité de son préjudice.

Le montant de l'indemnité sera arrêté par le Maître d'ouvrage sur la base des demandes formulées par le titulaire.

3.6 - CONSTAT AMIABLE DE DOMMAGE

En cas d'endommagement de réseaux ou de déplacement de plus de 10 cm d'un réseau flexible ou encore pour toute autre anomalie constatée, un constat amiable de dommage devra être établi par le titulaire avec l'exploitant du réseau concerné.

ARTICLE 4 - RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut recourir aux capacités d'autres opérateurs économiques pour l'exécution du présent marché, quelle que soit la nature des liens qui l'unissent à ces opérateurs : sous-traitance ou toute autre forme d'engagement contractuel. Le titulaire n'est pas autorisé à sous-traiter l'ensemble de son marché.

4.1 - PRESTATIONS SUSCEPTIBLES D'ETRE SOUS-TRAITEES

Le Maître d'ouvrage n'impose pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le Titulaire qui pourra recourir librement à la sous-traitance sous réserve de ne pas sous-traiter la totalité des prestations du marché et de respecter au préalable les exigences définies à l'article 4.2 ci-dessous pour la désignation de ses sous-traitants.

4.2 - DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS

Elle est subordonnée impérativement quel que soit le rang du sous-traitant à l'acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage.

Pour les sous-traitants désignés dans l'offre en annexe à l'Acte d'Engagement, la notification du marché emporte acceptation et agrément de leurs conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage, sauf refus explicite de celui-ci.

Pour les sous-traitants désignés en cours d'exécution des prestations, l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement est constatée par un acte spécial (formulaire DC4). Toute modification du montant des prestations sous traitées en cours d'exécution du marché, est constatée par un acte spécial modificatif (formulaire DC4).

L'entrepreneur désirant recourir à la sous-traitance doit produire à l'appui de chaque demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement les pièces suivantes :

- déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés aux articles L. 2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- attestations d'assurances du sous-traitant
- capacités économiques et financières du sous-traitant

En outre, si l'entrepreneur a recours à un sous-traitant étranger, ces documents doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. La demande de sous-traitance doit comprendre également une déclaration du sous-traitant, comportant les mentions suivantes : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des prestations du présent marché. Ceci concerne notamment les dispositions relatives à la sous-traitance figurant aux articles L2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique et dans la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ».

Pour les sous-traitants à paiement direct dont la désignation intervient en cours d'exécution du marché et pour ceux déjà désignés dont le montant des prestations sous-traitées augmentent en cours d'exécution du marché, le titulaire devra en outre :

- préciser en cas de marché comportant des tranches, celle(s) sur laquelle le sous-traitant est appelé à intervenir et le montant correspondant,
- renseigner la rubrique J (exemplaire unique du titulaire) du modèle d'acte spécial mentionné ci-dessus,
- fournir, le cas échéant, un décompte précis du montant de l'avance perçue correspondant aux prestations visées par l'acte spécial. Les sommes correspondantes sont remboursées par le titulaire par précompte sur les sommes lui restant dues dès la notification de l'acte spécial.

L'accord du Maître d'ouvrage sur la sous-traitance sera donné sur la base des références présentées par le sous-traitant pour des prestations de nature et d'importance similaire à celles pour lesquelles il est pressenti.

Le titulaire s'assure que tous les contrats de sous-traitance quel que soit leur rang et quelle que soit la nationalité du sous-traitant, comportent les clauses nécessaires au respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 /12/1975 sur la sous-traitance.

Il s'assure également que ses sous –traitants satisfassent aux obligations définies aux articles L 5212-1 à L 5212-4 ; L 5212-9 à L 5212-11 ; L 5214-1 et R 5213-39 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

ARTICLE 5 - PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES – FACTURATION

5.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, ou à l'entrepreneur mandataire du groupement, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.2 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA.

En cas de groupement d'entrepreneurs, les prix sont également réputés couvrir le cas échéant, les frais de représentation et de coordination du mandataire.

5.3 - FORME DES PRIX

Les prestations sont régies par application des prix à caractère forfaitaire dont le libellé est donné dans la pièce contractuelle « Décomposition du Prix Global » (DPGF).

Les quantités mentionnées le cas échéant dans la DPGF n'ont qu'une valeur indicative. Le titulaire ne peut, en aucun cas, faire valoir un dépassement des quantités pour prétendre à une majoration de ses prix.

5.4 - DECOMPOSITION OU SOUS DETAILS DE PRIX

Une décomposition de prix forfaitaire ou un sous détail de prix unitaire pourra être demandée en cours d'exécution du marché dans les conditions prévues par l'article 10.3.4 du CCAG Travaux.

5.5 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES DU MARCHE

Les comptes sont réglés mensuellement par virement administratif, suivant les dispositions de l'article 13-1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG-travaux, la notification du décompte général demeure une prérogative exclusive du Maître d'ouvrage. L'absence de notification du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire dans le délai de 30 jours à compter de la réception de son projet de décompte final ne permet pas au titulaire de se substituer au maître d'ouvrage pour l'établissement du décompte général, mais l'autorise à saisir le tribunal administratif compétent dans les conditions définies à l'article 50-1 du CCAG.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1.

En complément de l'article 11-4 du CCAG-travaux, le coefficient final de révision de prix est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- si la 4^{ème} décimale est égale à 0, le millième est inchangé,
- si la 4^{ème} décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité.

5.6 - VARIATION DE PRIX

Les prix sont fermes, actualisables selon les modalités définies ci-après :

5.6.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date de remise de l'offre finale, le cas échéant par le Titulaire. Ce mois est appelé "mois zéro".

5.6.2 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence I, choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché, est l'index national Bâtiment publié au Bulletin officiel du ministère l'Aménagement du territoire et au Moniteur des travaux publics, qui est défini pour chaque lot.

Lot	Code BT
01	Démolition : BT 07 Cloisons / Doublages : BT 08 Menuiserie bois BT 18a Peinture BT 46
02	Menuiserie extérieure / Ossature métallique : BT 07
03	Couverture / Bardage / Charpente BT 16b / BT 49
04	Fluides : BT 38/BT 41 Electricité : BT 47

5.6.3 - MODALITES D'ACTUALISATION DES PRIX FERMES

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché du lot considéré d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{d-3}}{I_0}$$

Dans laquelle I₀ et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché considéré, sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois auquel le titulaire a fixé son prix dans l'offre.

5.6.4 - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA

5.7 - FACTURATION

Le Titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leur facture sous forme électronique. Cette transmission devra être effectuée par le biais de Chorus pro.

5.8 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS – AUTO LIQUIDATION DE LA TVA DES TRAVAUX SOUS-TRAITES - DELAIS DE PAIEMENT

5.8.1.1 - Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants

5.8.1.1.1 - Cotraitants

En cas de groupement d'entreprises titulaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci des sommes à payer par le Maître d'ouvrage, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le maître d'ouvrage se trouve libéré de toute obligation du fait des paiements effectués sur le(s) compte(s) désigné(s) et à concurrence des montants précisés dans l'acte d'engagement, les entrepreneurs faisant leur affaire de toute contestation sur les modalités de répartition entre eux des sommes perçues au titre du marché.

5.8.1.1.2 - Sous-traitants directs du titulaire

Après acceptation et agrément de leurs conditions de paiement et sous réserve que le montant dû à chaque sous-traitant soit supérieur au seuil défini à l'article L.2193-11 du Code de la Commande Publique, la procédure de paiement direct devra être mise en œuvre. Dans les 15 jours de la signature de l'accusé de réception de chaque demande de paiement de sous-traitant, le titulaire doit notifier son accord ou son refus de paiement au sous-traitant et au Maître d'ouvrage

Le titulaire établit une attestation indiquant le montant à payer pour chaque sous-traitant dont le paiement est accepté. Le montant figurant dans cette attestation est un montant hors TVA, la TVA grevant les prestations sous-traitées étant auto liquidée par le titulaire selon les modalités précisées ci-dessous.

Cette attestation fait apparaître distinctement les sommes à payer au titre d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que, le cas échéant, les sommes à payer au titre de chaque tranche de travaux.

Cette attestation signée par le titulaire est jointe en double exemplaire à la situation de travaux du titulaire.

En cas de groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le Maître d'ouvrage se trouve libéré de toute obligation du fait des paiements effectués dans les conditions précitées, le titulaire et ses sous-traitants faisant leur affaire de toute contestation éventuelle sur les modalités définitives de répartition entre eux des sommes perçues au titre du marché.

Réclamation du sous-traitant

Si un sous-traitant à paiement direct demande par écrit au Maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le Titulaire au titre du contrat de sous-traitance, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au Titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le Représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au Titulaire sont réduites en conséquence.

Le Titulaire prend toute mesure pour rendre opposable cette clause à ses sous-traitants admis au paiement direct. A défaut le Titulaire s'engage à garantir le Représentant du pouvoir adjudicateur contre toute réclamation du sous-traitant concernant les sommes consignées.

5.8.1.1.3 - Sous-traitants de sous-traitants

Ne pouvant bénéficier de la procédure de paiement direct précitée, ils bénéficient des garanties de paiement définies par les articles 6 et 14 de la loi du 31/12/1975 modifiée.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour obtenir auprès de ses propres sous-traitants les justificatifs de délivrance de ces garanties de paiement (copie du contrat de caution ou de délégation de paiement).

Ces justificatifs devront être produits au Maître d'Ouvrage à sa demande

5.8.1.2 - Auto liquidation de la TVA des travaux sous-traités

Le titulaire procède à l'auto liquidation de la TVA afférente aux travaux exécutés par ses sous-traitants directs selon les modalités définies à l'article 283-2 nonièm du code général des impôts et s'assure en cas de sous-traitance en cascade que leurs donneurs d'ordre successifs procèdent à l'auto liquidation de la TVA des travaux exécutés par leurs sous-traitants dans les mêmes conditions.

5.9 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution de présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 j.

Le délai global de paiement a pour point de départ:

- Pour l'avance, la date emportant commencement d'exécution des prestations, ou si une garantie ou une caution est exigée en contrepartie de l'avance, la date de réception de cette garantie ou caution.
- Pour le paiement des acomptes, les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct et le paiement pour solde, la date de l'acquittement technique émis par le système d'information du destinataire en cas de choix de mode de transmission EDI ou la date de notification par courriel au destinataire de la mise à disposition de la facture ou du décompte général sur l'espace factures de Chorus Pro en cas de choix de mode de transmission portail/service. En cas de litige entre le titulaire ou les sous-traitants et le pouvoir adjudicateur, la date servant de point de départ au délai global de paiement est la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro + 2 jours.

A défaut de toute transmission par le titulaire au maître d'ouvrage, dans un délai de 30 jours à compter de sa réception, du décompte général revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et définitif, sa date d'acceptation correspondant alors au 1^{er} jour suivant le terme de ce délai.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-27 du code de la commande publique, la suspension du délai de paiement ne peut intervenir qu'une seule fois avant l'ordonnement de la dépense si la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat, notamment si l'état d'avancement d'exécution des prestations n'est pas respecté, ou si les documents exigés ne sont pas fournis.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, selon les modalités définies aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de **5 %** est prélevée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Elle est calculée sur le montant TTC, hors variation, des travaux ou prestations réglées par l'acompte.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou avec l'accord du maître d'ouvrage, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions

prévues aux articles R.2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique. La garantie à première demande ou, le cas échéant, la caution personnelle et solidaire, est constituée pour un montant équivalent à celui de la retenue de garantie.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, faute de quoi la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée.

Le titulaire conserve toutefois la possibilité en cours d'exécution du marché de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si le Maître d'ouvrage y consent, une caution personnelle et solidaire, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie étant reversés à l'Entrepreneur après constitution de cette garantie.

La garantie de substitution doit être constituée pour le montant total du marché.

Les frais de constitution de la garantie à première demande ou, le cas échéant, de la caution sont à la charge de l'Entrepreneur.

La retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande ou la caution est libérée dans le délai de 1 mois qui suit l'expiration du délai de garantie si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration de ce délai, notifié, par lettre recommandée au titulaire ou à l'établissement ayant accordé sa caution ou sa garantie à première demande, des réserves concernant les ouvrages à exécuter ou si des réserves ont été émises et levées en totalité avant l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas contraire, la retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande ou la caution est libérée dans le délai de 1 mois qui suit la date de levée de ces réserves.

6.2 - AVANCE

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-16 à R.2191-19 du code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement

Si la durée prévue pour son exécution est inférieure ou égale à 12 mois, son montant est égal à 5 % du montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées à paiement direct. .

Si la durée prévue pour son exécution est supérieure à 12 mois, son montant est égal à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées à paiement direct, et divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le versement de cette avance est toutefois conditionné à la constitution préalable d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

Le titulaire pourra substituer à cette garantie à 1^{ère} demande une caution personnelle et solidaire

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement mentionné à l'article 5.9 - et compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations du marché ou de la tranche considérée ou à partir de la date effective de constitution de la garantie à 1^{ère} demande ou de la caution personnelle et solidaire qui lui est substituée si cette date est postérieure.

Le versement de l'avance est effectué sur le compte unique ou sur chacun des comptes séparés désignés dans l'acte d'engagement et dans ce cas c'est le montant des sommes à

verser sur chaque compte qui sert de référence pour la détermination du montant de l'avance à verser à chacun.

Les paiements ainsi effectués par le Maître d'ouvrage sont libératoires vis à vis des entreprises, le mandataire faisant son affaire avec les autres membres du groupement de tout différent entre eux sur les modalités de répartition du montant de l'avance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix et ne peut pas être modifié par avenant.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure dans un décompte mensuel, atteint 65 % du montant du marché ou, le cas échéant, de la tranche considérée.

Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants dès lors que le Titulaire a lui-même droit au versement de l'avance.

Le montant de cette avance et les conditions de son versement sont identiques à ceux définis ci-dessus pour le titulaire.

ARTICLE 7 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

Ces stipulations dérogent aux articles 19.1.4 et 28.2.3 du CCAG travaux

7.1 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION HORS INTEMPERIES

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 19.21 du CCAG Travaux sont seules applicables.

7.2 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION POUR INTEMPERIES

Pour l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 du CCAG Travaux, il est prévu de 10 jours forfaitaires d'intempéries prévisibles.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé au delà de 10 jours d'intempéries d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant : BOURGES) .

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE ET DUREE
Précipitations	si, entre 6 h et 18 h il est tombé plus de 15 mm d'eau par m ²
Vitesse du vent	si, la vitesse est supérieure à 60 km/h pendant 3 heures

Gel	si, la température es inférieure à -5° à 7 heures et l'est encore à 8 h
-----	---

7.3 - PENALITE POUR RETARD DANS L'EXECUTION

En cas de retard dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-travaux, une pénalité 50€ HT par jour calendaire s'applique. Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

7.4 - RETENUE POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire tels que prévus à l'article 13.6 -« documents fournis après exécution », une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG-travaux sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette retenue est fixé à **300 euros par jour de retard constaté**. Cette retenue est effectuée du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

7.5 - RETARDS DANS LA LEVEE DES RESERVES EMISES LORS DU CONSTAT D'ACHEVEMENT DE CONSTRUCTION ET/OU DE LA RECEPTION DES TRAVAUX

En cas d'absence de levée des réserves dans les délais précisés dans le Procès-Verbal de Constat d'achèvement de construction et/ou de réception, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 20-1 du CCAG-travaux majorée de 20%.

En outre, le Maître d'Ouvrage peut faire exécuter les travaux nécessaires par une entreprise de son choix aux frais et risques du Titulaire dans les conditions précisées à l'article 41.6 du CCAG Travaux.

La pénalité pour retard dans la levée des réserves lors du constat d'achèvement de construction a un caractère provisoire.

7.6 - PENALITES POUR CARENCE DANS LA GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Il est appliqué une pénalité de 500 Euros par jour d'infraction constaté.

Cette pénalité a un caractère définitif.

7.7 - PENALITES POUR CARENCE DANS L'OBLIGATION D'AFFICHAGE DES INFORMATIONS CONCERNANT LES TRAVAILLEURS DETACHES

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 12.1.3 - ci-dessous, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

Cette pénalité a un caractère définitif.

7.8 - CARENCE DANS LES OBLIGATIONS CONCERNANT LA LUTTE LE TRAVAIL DISSIMULE

En cas d'absence de preuve de régularisation suite au manquement concernant le travail dissimulé par dissimulation d'emploi visé à l'article 11.2, il est appliqué une pénalité de 250 Euros par jour d'infraction constatée.

Cette pénalité est plafonnée à 10% du montant du marché et ne pourra pas excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 ; L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du Travail.

Cette pénalité a un caractère définitif.

7.9 - CARENCE DANS LA COMMUNICATION DES AUTORISATIONS D'INTERVENTION A PROXIMITE DES RESEAUX (AIPR)

Il est appliqué une pénalité de 1500 Euros par jour de retard constaté dans la communication des autorisations AIPR visées aux articles 3.1 -et 11.1 - ci-dessous. Cette pénalité s'applique pour chaque personne concernée par cette carence.

Cette pénalité a un caractère définitif.

ARTICLE 8 - MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION SOCIALES

8.1 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

La question de l'Emploi et de l'Insertion par l'économique est considérée comme prioritaire par l'Etat et les collectivités territoriales dans le champ de la solidarité et de la cohésion sociale. A ce titre, la DEETS conformément aux orientations nationales, a souhaité faire bénéficier les publics éloignés de l'emploi de la commande publique.

Cette opération s'inscrit pleinement dans cette politique. La Communauté de Communes SAULDRE ET SOLOGNE dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 du nouveau code de la commande publique applicable au 1er avril 2019 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. **Son objectif est d'attribuer à des publics éloignés de l'emploi, 5% minimum des heures travaillées résultant des investissements apportés par la commande publique.**

Cette Clause est applicable aux lots identifiés et repris ci-après :

TABLEAU DES HEURES D'INSERTION A REALISER POUR LES LOTS RETENUS

LOT N°	LIBELLE DU LOT	NOMBRE D'HEURES D'INSERTION A REALISER
LOT 1	GROS-ŒUVRE / DEMOLITIONS	56
LOT 2	COUVERTURE BARDAGE RENFORT CHARPENTE	273
LOT 3	MENUISERIE ALU	14
LOT 4	CVC CHAUFFAGE VENTILATION ELECTRICITE	315
TOTAL ESTIMATIF HEURES INSERTION		658

Le calcul des heures d'insertion étant effectué sur la base des estimations réalisées au moment de la consultation des entreprises, il pourra être réajusté en fonction du montant définitif du marché.

L'entreprise qui se verra attribuer un de ces lots devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'exécution de la Clause Sociale peut ne pas être immédiate. L'entreprise peut attendre de cumuler plusieurs dizaines d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de sa Clause. L'entreprise doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution du marché.

A l'issue de l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion.

Les articles ci-après précisent donc quels sont les publics admissibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution, les pénalités applicables en cas de non-respect de ses obligations par l'entreprise.

ATTENTION

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

8.2 Les publics admissibles au dispositif de la Clause Sociale

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'admissibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des Clauses Sociales, mentionné à l'article 8.6.

Sont notamment concernés :

- les Demandeurs d'Emploi Longue Durée (DELD) inscrit depuis plus d'un an en continu et ayant travaillé moins de 420 heures dans cette période, à la date de validation de leur admissibilité ;
- les bénéficiaires des minimas sociaux en recherche d'emploi (RSA, ASS, ...) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification, soit de niveau inférieur au CAP/BEP (infra niveau V) ;

-
- Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - Diplômés ou non de niveau inférieur au BAC (infra niveau IV) en cas de réorientation du projet professionnel et/ou poursuite du projet professionnel initial ;
 - les séniors, demandeurs d'emploi plus de 50 ans ;
 - et tous les publics en contrat d'insertion dans une Structure d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE), Établissement Pour l'Insertion dans l'Emploi (EPIDE) ou Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

En outre, le facilitateur de la mission Clauses Sociales peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de France Travail, Cap emploi et des Missions Locales.

Dès l'attribution du marché, le candidat s'engage à prendre contact avec le Facilitateur afin de formaliser une ou plusieurs actions d'insertion conformément aux objectifs d'heures spécifiés.

L'admissibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

8.3 Les modalités de mise en œuvre

Contribuer à cet objectif consiste pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous, qu'elle peut retenir librement :

- Le recours à la sous-traitance à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) telles que les entreprises d'insertion (EI) et entreprises adaptées (EA).
- La mise à disposition de salariés par :
 - une Entreprise de Travail temporaire d'Insertion (ETTI)
 - une Association Intermédiaire (AI), ou un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
 - une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) suivant un cadre bien défini, à savoir la signature d'une convention tripartite visant des actions d'accompagnement socio-professionnel et de formation, conformément à l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail.
- L'embauche directe, via des contrats de travail tels que les Contrat à Durée Déterminée (CDD), Contrat à Durée Indéterminée (CDI), des contrats aidés ou des formations en alternance (Contrat d'Apprentissage, Contrat de Professionnalisation).
- La valorisation des heures de formation réalisées dans le cadre de contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation), de contrats de travail classiques ou de contrats de mise à disposition au bénéfice des salariés de faible niveau de qualification (< niveau IV).

8.4 Le dispositif pour assister à l'élaboration d'une offre d'insertion et accompagner la mise en œuvre des Clauses Sociales

Pour vous accompagner dans cette démarche, une fonction de « Facilitateur » est portée par l'association PROMETHEE CHER, structure reconnue Opérateur Public Spécialisé sur le département du Cher. Dans le cadre de cette démarche, elle est assurée par :

Monsieur Eric MESEGUER
Facilitateur

PROMETHEE CHER
Technopole Lahitolle 12 rue Maurice Roy
18000 BOURGES
Standard : 09 71 00 60 07
Mail : clauses.sociales@prometheecher.com

Assistance à l'élaboration d'une offre d'Insertion

Ce référent est à la disposition de l'entreprise adjudicataire pour l'aider à élaborer son offre d'insertion dans sa réponse à l'acte d'engagement joint à la consultation tel que :

- Analyser ses besoins en terme de ressources ou de compétences ;
- Identifier les modalités d'insertion les mieux adaptées : structures d'aide à la recherche d'emploi, structures de formation, structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), ... ;
- Etudier, en fonction des besoins en main d'œuvre exprimés et si un recrutement est nécessaire, une offre sera formalisée et diffusée sur le site www.pole-emploi.fr. Les modalités seront définies et partagées entre un/ou plusieurs partenaires (acteurs de l'insertion intervenant sur le bassin d'emploi) suivant les desideratas de l'entreprise.
- L'orienter vers un réseau d'acteurs aptes à mettre en œuvre le type d'insertion envisagé.

Assistance à la mise en œuvre des Clauses Sociales d'insertion

Ce référent est également à la disposition de l'entreprise adjudicatrice pour l'accompagner dans la mise en œuvre des Clauses Sociales d'insertion et l'orienter vers les publics aux critères d'éligibilité validés correspondant aux besoins évoqués.

8.5 Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de la Communauté de Communes SAULDRE ET SOLOGNE et/ou de PROMETHEE CHER, le titulaire fournit chaque mois, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation, ...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la Clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, la Communauté de Communes SAULDRE ET SOLOGNE peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la Clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités, décrites à l'article 8.6.5 du présent CCAP. En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le Facilitateur désigné par la Communauté de Communes SAULDRE ET SOLOGNE à l'article 8.6.3 du CCAP, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

8.6 Pénalités relatives à la Clause sociale

Au vu des engagements pris par le candidat et contractualisés lors de la signature du marché, une évaluation sera conduite par PROMETHEE CHER en collaboration avec le maître d'ouvrage. Cette évaluation interviendra en cours de chantier de façon adaptée à l'intervention de chaque corps d'état, à savoir au maximum une fois par mois. En cas de non-respect, le candidat s'expose à des pénalités décrites ci-après.

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion, imputables à l'entreprise attributaire du marché, sera appliquée une pénalité de 4 fois le SMIC horaire brut par heure d'insertion non réalisée et déduite de la situation de travaux présentée par l'entreprise en fin de travaux.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise, des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, lui est appliquée une pénalité égale à 150 euros HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage et déduite de la situation de travaux présentée par l'entreprise en fin de travaux.

ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le choix des matériels, matériaux et produits de base à installer est laissé à l'initiative du titulaire dans le strict respect des directives du C.C.T.P. du marché, des dispositions de la directive 89/106/CE et des textes réglementaires pris pour son application.

Dans tous les cas où un marquage CE est requis, le titulaire doit s'assurer que ses fournisseurs et sous-traitants respectent les procédures d'attestation de conformité nécessaires à la délivrance du marquage CE.

9.2 - EQUIVALENCE DES NORMES ET MARQUES DE CERTIFICATION

Les normes applicables pour l'exécution du présent marché sont précisées dans le CCTP. Pour apprécier l'équivalence à une norme ou à une marque de qualité, le titulaire devra apporter tous les éléments de preuve de la conformité des matériaux et des fournitures

proposés, aux exigences définies par les normes et marques de qualité référencées dans le marché.

L'équivalence sera appréciée alors dans les conditions fixées par la recommandation n° T1-99 « Recommandation relative à l'utilisation des normes et des certifications dans les spécifications et à l'appréciation des équivalences » publié sous l'égide du Ministère de l'économie et des finances.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retirée, sans préjudice des frais direct ou indirect de retard ou d'arrêt de chantier.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

9.3 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.3.1 - GENERALITES

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de surveiller en usine et sur le chantier ou de faire surveiller par tout mandataire accrédité la bonne exécution des fournitures et leur conformité aux spécifications du présent marché.

A ce titre le titulaire doit prendre toutes les dispositions permettant au(x) représentant(s) du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre d'accéder à tout moment à ses installations ou à celles de ses fournisseurs et sous-traitants.

L'intervention du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ou de l'un de leurs représentants ne réduit pas les obligations et responsabilités du titulaire.

9.3.2 - ESSAIS ET CONTROLES EN COURS DE TRAVAUX

Les vérifications, essais et épreuves tant qualitatifs que quantitatifs réalisés en usine ou sur chantier, prévus conformément aux normes en vigueur ou définis dans les CCTP, sont assurés par le titulaire, assisté autant que de besoin de laboratoires ou d'organismes agréés.

Dans tous les cas, le Maître d'œuvre sera averti de ces contrôles au minimum 15 jours calendaires avant la réalisation et jugera si sa présence est nécessaire ou pas.

Un procès-verbal d'essai sera établi et adressé au Maître d'œuvre.

Tous les appareils devant faire l'objet d'un contrôle par un organisme agréé au sens de la réglementation en vigueur ne pourront être mis en service avant l'obtention de l'accord de l'organisme agréé.

9.3.3 - ESSAIS ET VERIFICATIONS COMPLEMENTAIRES

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application des prix du marché ou en dépenses contrôlées,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître d'ouvrage.

9.3.4 - ESSAIS ET VERIFICATION COMPLEMENTAIRES EN CAS DE CONTESTATION

Par dérogation aux dispositions de l'article 24.7 du CCAG-travaux, les essais et contrôles supplémentaires à ceux définis dans le marché qui sont demandés par le Maître d'Ouvrage ou par le Maître d'œuvre avec accord du Maître d'Ouvrage contestant les résultats des essais et contrôles définis au marché sont rémunérés :

- au frais du titulaire et déductibles des sommes lui étant dues, si les résultats sont inférieurs aux garanties souscrites ou mettent en évidence une non-conformité des prestations du titulaire.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'entrepreneurs, le Mandataire précise la clef de répartition, entre les membres du groupement, des frais occasionnés par ces essais. A défaut de précision, ces sommes sont prélevées sur les sommes dues au Mandataire,

- réglés par le Maître d'Ouvrage, dans le cas contraire.

ARTICLE 10 - PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

Le Maître d'ouvrage garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce dont l'emploi lui est imposé par le marché.

Il appartient au Maître d'ouvrage d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires.

En dehors du cas prévu au paragraphe précédent, le titulaire garantit le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartient au titulaire d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires, le Maître d'ouvrage ayant le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

ARTICLE 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 - PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 1 mois comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

L'ordre de service notifiant le commencement d'exécution des travaux ne peut pas intervenir tant que :

- le Maître d'ouvrage n'a pas obtenu les autorisations administratives nécessaires pour l'exécution des travaux et le cas échéant pour l'exploitation des installations,
- le titulaire n'a pas répondu aux exigences définies à l'Article 3 - en cas de réalisation de travaux à proximité de réseaux sensibles ou tant que le titulaire n'a pas soumis au visa du Maître d'œuvre les études d'exécution requises avant le démarrage des travaux.

Conformément à l'article 28 du CCAG-travaux, seuls les retards constatés pendant la période de préparation qui ne sont pas imputables au titulaire justifient une prolongation de cette période et une prolongation de même durée du délai d'exécution du marché.

Dans tous les autres cas de retard imputable au titulaire, les délais demeurent inchangés et la pénalité de retard visée à l'article 7.3 - s'applique.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

11.2 - DOCUMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES OUVRAGES

Les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages, établis par le titulaire, sont soumis au visa du maître d'œuvre.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

11.3 - VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DE CHANTIER (VRD)

Le titulaire prend toutes dispositions nécessaires pour réaliser à ses frais et avant tout début d'exécution du chantier, les travaux de desserte du chantier et de raccordement aux réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, ainsi que les travaux d'évacuation des matières usées requis en application des dispositions de l'article R 45333-1 du code du travail.

11.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Les modalités de mise en œuvre des dispositions prévues aux articles R 4532-1 à R 4532-98 du code du travail telles qu'elles résultent du décret n°94 1159 du 26/12/1994 modifié sont définies par référence aux dispositions contenues dans le PGC, annexé le cas échéant au présent marché et aux dispositions ci-dessous.

a) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'Entrepreneur en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur Sécurité.

b) Autorité du Coordonnateur Sécurité

Le Coordonnateur Sécurité avise sans délai le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre de toute violation par les intervenants de l'Entrepreneur, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le registre-journal de chantier.

Il arrête en concertation avec le Maître d'Œuvre les mesures nécessaires pour supprimer tout danger.

Ces mesures sont alors notifiées à l'Entrepreneur par le Maître d'Œuvre et portées à la connaissance du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité.

Toutefois, en cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur Sécurité peut arrêter seul les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie de chantier.

Les arrêts éventuels ne peuvent justifier une demande de prolongation de délai.
La notification de ces arrêts et des mesures préconisées ainsi que l'identité des intervenants justifiant ces arrêts sont consignés dans le registre journal et copie en est adressée sans délai par le Coordonnateur Sécurité au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.
Les décisions prises par le Maître d'Ouvrage après avis du Coordonnateur Sécurité sont également consignées au registre journal.

c) Moyens donnés au Coordonnateur Sécurité

Le Coordonnateur Sécurité a libre accès au chantier à tout moment.

L'Entrepreneur doit mettre à disposition du Coordonnateur Sécurité les locaux et les équipements précisés dans le CCTP au titre des installations de chantier.

L'Entrepreneur communique directement au Coordonnateur Sécurité :

- l'ensemble des PPSPS à fournir au titre du projet,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs y compris ceux nécessaires à la constitution du DIUO,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leur contrat,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le Coordonnateur Sécurité,
- la copie des déclarations d'accident du travail.

L'Entrepreneur s'engage à respecter les dispositions contenues dans le PGC du présent marché et ses modifications ultérieures.

L'Entrepreneur informe le Coordonnateur Sécurité

- de toutes les réunions qu'il organise et qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les mesures concernant la sécurité et la protection de la santé,
- de ses interventions dans le cadre du délai de garantie.

L'Entrepreneur donne suite pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur Sécurité.

Tout différent entre l'Entrepreneur et le Coordonnateur Sécurité est soumis au Maître d'Ouvrage.

A la demande du Coordonnateur Sécurité, l'Entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

d) Obligations de l'Entrepreneur vis à vis de ses sous-traitants

L'Entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiée.

11.5 - TRAVAUX NON PREVUS

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG-travaux, la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant initial prévu dans le marché est subordonnée à la

conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le Maître d'ouvrage.

11.6 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du présent marché, est de la responsabilité du Maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » des déchets pendant la durée du chantier. Toutefois le titulaire reste « producteur » de ses propres déchets concernant les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, afin que le Maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage d'un bordereau de suivi des déchets de chantier.

Le titulaire remet au Maître d'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et le gestionnaire des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-travaux et de la pénalité prévue à l'article 7.7 - ci-dessus

11.7 - RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE BON ASPECT ET LA PROPETE DES TRAVAUX EN SITE URBAIN

En complément des mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues à l'article 31 du CCAG-travaux, le titulaire doit :

- être identifiable facilement et à tout moment par le public grâce à la mention de sa raison sociale, son adresse et son numéro de téléphone sur le panneau de chantier mentionné à l'article 31.1.4 du CCAG-travaux,
- clore les installations de chantier par des dispositifs d'un modèle agréé par le Maître d'œuvre et adapté à la nature fixe ou mobile des travaux et à leur durée,
- tenir en parfait état de propreté les locaux destinés aux personnels et les installations annexes de chantier, y compris leurs aspects extérieurs : retrait de l'affichage et remise en peinture éventuellement,
- rendre identifiables facilement les véhicules et les engins de chantier, assurer leur bon aspect et leur entretien régulier. Leur propreté à la sortie du chantier doit faire l'objet d'une vérification et d'un dispositif appropriés,
- prendre toute disposition nécessaire pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

Faute pour le titulaire de prendre les mesures nécessaires, le Maître d'œuvre prescrit par ordre de service l'exécution des prestations qui s'imposent et le délai dans lequel elles doivent être exécutées, sous peine d'une exécution aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 - RESPECT DES OBLIGATIONS LIEES A LA REGLEMENTATION DU CODE DU TRAVAIL

12.1 - LUTTE CONTRE LES FRAUDES AU DETACHEMENT DE TRAVAILLEURS

12.1.1 - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU TITULAIRE

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent accord-cadre doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

12.1.2 - DOCUMENTS A PRODUIRE

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre au Maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent contrat par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le Maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie l'accord-cadre aux torts du Titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

12.1.3 - OBLIGATION D'AFFICHAGE

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés sur le chantier, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à 7.7 - ci-dessus.

12.2 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL ET LA SOUS-TRAITANCE OCCULTE

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par le Maître d'ouvrage, et pour respecter la stricte application des dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin et la sous-traitance occulte, le Titulaire s'assure, pendant la durée du marché, que les personnes intervenant pour son compte satisfont aux exigences définies à l'article L.8221-3 du Code du Travail concernant le travail dissimulé par dissimulation d'activité. Il s'assure également pendant toute la durée du marché que les personnes satisfont aux exigences définies à l'article L. 8221-5 du Code du Travail concernant le travail dissimulé par dissimulation d'emploi. Pour ce faire, il vérifie pendant la durée du marché la régularité de la situation des travailleurs salariés présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait en sorte que ces personnels soient en mesure de présenter, à toute réquisition formulée par les représentants du Maître d'ouvrage, un document attestant de la qualité de salarié, ce document pouvant prendre la forme d'une "carte de salarié" infalsifiable.

En cas de manquement à ces règles, le Maître d'ouvrage adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures.

En l'absence de preuve de régularisation de la situation par le Titulaire dans les 8 jours à compter de la mise en demeure, il encourt la pénalité visée à l'article 7.8 - ci-dessus.

Le Maître d'ouvrage informe par ailleurs l'Inspection du Travail. A défaut de preuve de régularisation dans les 6 mois à compter de la mise en demeure, le marché sera résilié aux frais et risques du Titulaire.

Le titulaire devra également remettre dans un délai de quinze jours à compter de la notification et lors des éventuelles modifications, la liste nominative des salariés étrangers employés sur le territoire national pour l'exécution du marché, conformément aux dispositions des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 du code du travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de séjour.

Le titulaire devra également transmettre au Maître d'Ouvrage sur demande expresse de celui-ci, une attestation sur l'honneur garantissant que le pays d'origine de la main d'œuvre étrangère a intégré les 8 conventions visées à l'article 6 du CCAG, ou à défaut, une attestation sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter pour cette main d'œuvre lesdites conventions.

12.3 - OBLIGATION DU TITULAIRE EN TERMES D'HEBERGEMENT DE SES SALARIES

Le titulaire doit assurer à ses salariés des conditions collectives d'hébergement compatibles avec la dignité humaine.

Il doit également veiller à ce que ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance assurent également à leurs salariés des conditions d'hébergement compatibles avec la dignité humaine.

En cas de non-respect de cette obligation et nonobstant la sanction pénale encourue en application de l'article 225-14 du code pénal, si dans un délai de 24 heures à compter de l'injonction qui lui est faite par le Maître d'ouvrage de faire cesser cette infraction, le titulaire ne prend pas les mesures nécessaires, il encourt la pénalité visée à l'article 7.7 ci-dessus.

12.4 - JUSTIFICATIFS FISCAUX ET SOCIAUX A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, les justificatifs fiscaux et sociaux requis en application du code du travail (article D 8222-5 pour les candidats établis en France, ou D 8222-7 pour les candidats établis à l'étranger) doivent être transmis par le titulaire retenu avant signature du marché, et après signature de l'accord-cadre tous les 6 mois à compter de la date de sa notification par le maître d'ouvrage jusqu'à la fin de son exécution, sans que le Maître d'ouvrage n'ait à en faire la demande à l'Entrepreneur.

Le titulaire s'assure également de la production par ses sous-traitants quel que soit leur rang, des justificatifs fiscaux et sociaux précités chaque fois que le contrat de sous-traitance est égal

ou supérieur à 5 000 euros HT. Il s'engage à communiquer ces justificatifs sur simple demande du maître d'ouvrage.

ARTICLE 13 - CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX

13.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais, contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage prévus le cas échéant par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont effectués selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 9.3 -pour les vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

13.2 - RECEPTION

Le titulaire avise le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés au moins 15 jours avant la date pressentie.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-travaux relatives au déroulement des opérations de réception sont seules applicables.

Si certaines épreuves, mentionnées dans les pièces particulières du marché, ne peuvent être exécutées qu'après une durée déterminée de fonctionnement de l'ouvrage ou à des périodes de l'année définies, la réception est toujours prononcée sous réserve de résultats satisfaisants de ces épreuves.

13.3 - DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé conformément aux dispositions de l'article 44 du CCAG –travaux.

En complément des dispositions de l'article 44-1 du CCAG, il est expressément précisé que les éléments d'équipement rentrent dans le champ de cette garantie.

13.4 - GARANTIES PARTICULIERES

Elles sont définies, le cas échéant, dans le CCTP et ont pour point de départ la date d'effet de la réception. Elles restent exigibles tant qu'elles ne sont pas atteintes.

13.5 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution le titulaire et, en cas de groupement, chacun des membres du groupement doit justifier qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages corporels, matériels et immatériels causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution tant pendant la période construction qu'après l'achèvement des travaux au titre de l'obligation de parfait achèvement pendant le délai de garantie ou au titre des garanties particulières lorsque le CCTP en prévoit.

Le titulaire, et en cas de groupement, chacun des membres du groupement doit également justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a contracté une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-1 et suivants du code civil.

13.6 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à remettre par le titulaire au maître d'ouvrage sont les suivants :

- les plans de récolement des ouvrages établis conformément aux spécifications de la norme CSD NF 70 003.
- les carnets de triangulation repérant les points particuliers (bouches à clé; regards; branchements particuliers...)
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- pour les ouvrages d'assainissement, les cotes altimétriques qui devront figurer sur les plans et profils en long des conduites, seront rattachées au système NGF.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, l'ensemble de ces documents sera à remettre au maître d'œuvre au plus tard le jour de la réception des travaux, en 4 exemplaires dont un reproductible sous forme de fichier informatique type DXF pour les plans et PDF pour les notices, ou tout autres types agréés par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de retard, il est fait application de la retenue définie à l'article 7.4 -ci-dessus.

ARTICLE 14 - REEXAMEN DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché pourront être modifiées en cours d'exécution selon les modalités précisées ci-dessous.

14.1 - REMPLACEMENT DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

La cession totale du marché est subordonnée à une demande préalable du Titulaire au pouvoir adjudicateur et donne lieu à une autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Ce remplacement peut intervenir à l'initiative du Titulaire après accord du Maître d'ouvrage dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,

Le maître d'ouvrage accepte le remplaçant proposé après avoir vérifié que ce dernier ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique et après s'être assuré que les capacités professionnelles, techniques et financières produites selon les mêmes modalités que celles prévues pour le Titulaire sont suffisantes.

Le remplaçant désigné est entièrement subrogé au Titulaire dans les droits et obligations résultant du marché et s'engage à reprendre intégralement l'exécution de toutes les obligations en découlant.

Si le marché initial a donné lieu au versement d'une avance et à la constitution d'une garantie à première demande de même montant, le remplaçant devra également fournir une garantie à première demande pour un montant correspondant à la part de l'avance non encore remboursée à la date du remplacement.

La substitution ne pourra pas donner lieu à d'autres modifications substantielles du marché.

En cas de groupement, la substitution est subordonnée également à l'accord de l'ensemble de ses membres.

Le remplaçant proposé pourra être une entreprise tierce ou, en cas de groupement conjoint, un de ses membres.

En cas de refus du Maître d'ouvrage de la substitution, la défaillance du cocontractant emporte la mise en œuvre de la solidarité des autres membres en cas de groupement solidaire, ou la résiliation de la part non exécutée du cocontractant défaillant en cas de groupement conjoint.

Par dérogation à l'article 48.7.3 du CCAG, les autres membres du groupement conjoint sont tenus alors de poursuivre l'exécution de leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit.

Si la substitution vise le mandataire d'un groupement, le groupement réduit désigne un nouveau mandataire parmi ses membres.

A défaut de toute désignation, le cocontractant cité en 2^{ème} position dans l'acte d'engagement du marché devient le nouveau mandataire du groupement.

Toutefois en cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution du marché avec le groupement réduit et de prononcer la résiliation du marché sans faute et sans droit à indemnité.

Ces modalités de substitution s'appliquent également au cas de défaillance du mandataire dans sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

14.2 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES DEVENUES NECESSAIRES A LA REALISATION DE L'OBJET DU MARCHE SUITE A LA DECOUVERTE DE RESEAUX NON IDENTIFIES

En cas de découverte en cours de chantier de réseaux non identifiés, avant le démarrage des travaux, les prestations supplémentaires consécutives à ces découvertes, feront l'objet d'une rémunération complémentaire au profit du Titulaire, sauf en cas de faute ou de négligence de ce dernier dans la réalisation des investigations complémentaires qui lui incombe, ou dans la sollicitation d'opération de localisation de réseaux auprès du maître d'ouvrage.

Ces prestations supplémentaires seront réglées au vu des justificatifs produits par le Titulaire, par référence aux prix du marché et, pour celles pour lesquelles le marché n' a pas prévu de prix, par application des dispositions de l'article 14 du CCAG-travaux.

L'exécution de ces prestations est subordonnée à une décision du Maître d'ouvrage notifiée par voie d'ordre de service.

Ces prestations supplémentaires ne pourront pas conduire à une modification substantielle du marché.

ARTICLE 15 - RESILIATION

Les dispositions des articles 45, 46 et 47 du CCAG Travaux sont applicables.

Par complément à l'article 46.1.2 du CCAG Travaux, en cas de procédure collective, le jugement instituant l'ouverture de la procédure (sauvegarde ou redressement ou liquidation judiciaire) est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage par le titulaire du marché.

Le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de procédure simplifiée sans administrateur, cette demande est adressée au titulaire.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois suivant l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai peut être prolongé ou

raccourci si le juge commissaire accorde à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation ou lui impartit un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou le cas échéant du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai de 1 mois précité.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable, les tribunaux français sont seuls compétents. Le Maître d'ouvrage et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du Cahier des Clauses Administratives Particulières (et du Cahier des Clauses Techniques Particulières) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES TRAVAUX

Le présent document déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux :

L'article 2 « Pièces constitutives du marché » déroge à l'article 4.1 du CCAG-travaux

L'article 5.5 -« Modalités de règlement des comptes du marché » déroge à l'article 13.4.4 du CCAG-travaux

L'article 7 « Délais d'exécution – pénalités et primes » déroge aux articles 19.1.4, 20-1 et 28.2.3 du CCAG travaux

L'article 9.3.4 -« Essais et vérifications complémentaires en cas de contestation » déroge à l'article 24.7 du CCAG-travaux

L'article 11.5 -« Travaux non prévus » déroge à l'article 15.4.3 du CCAG-travaux

L'article 13.6 -« Documents fournis après exécution » déroge à l'article 40 du CCAG-travaux

L'article 14.1 - « remplace du titulaire en cours d'exécution du marché » déroge à l'article 48.7.3 du CCAG Travaux